

JOURNAL DE BORD



- EDITORIAL
- TÉMOIGNAGES
- FAIRE BARRAGE À TOUTES LES HYPOCRISIES
- FRÈRES HUMAINS

Paraît deux fois par an
Tirage : 4 300 exemplaires

Association pour le Bateau Genève
Rue Versonnex 15bis
1207 Genève
T. 022 786 43 45
F. 022 786 43 40
CCP 12-11482-9

Ont collaboré à la rédaction de ce numéro :
L'équipe de rédaction
Jean-Pierre Baillif
Jacques Foex
Les passagers du Bateau

La mise en page est de :
Christine Köhler et Patrick Tondeux
Notre imprimeur est :
Atelier d'Impression Kurz SA

PETITS-DÉJEUNERS PHILOSOPHIQUES

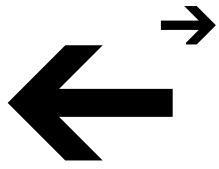
PROCHAINE RENCONTRE :
LE SAMEDI 4 MAI 2002 DÈS 9 H 30

SUR LE THÈME :

«PASSAGERS CLANDESTINS : VERS QUELLE DESTINATION?»

Intervenant :
Jean-Marc Dénervaud, philosophe

Débat animé par :
Alain Simonin



EDITORIAL

LES «sans papiers», ces travailleurs sans visages et sans visa, font parler d'eux depuis quelques temps en Suisse. Occupations, manifestations, manifestes : ils affirment une existence que tout le monde connaît mais que (presque) personne ne veut voir. A l'évidence, la question de l'immigration clandestine sera au cœur des problèmes que nos sociétés auront à affronter à l'avenir. Dans ce numéro, nous nous proposons d'aborder ce sujet, sans prétendre bien entendu y apporter de réponses mais un éclairage qui puisse alimenter la réflexion de nos lecteurs. Sur le Bateau, nous recevons des personnes de tous horizons. Il nous paraissait évident que, parmi elles, se rencontrent un certain nombre de clandestins et nous espérons pouvoir recueillir leur témoignage. C'était oublier qu'un clandestin est par essence, au mieux discret, au pire invisible. C'est ainsi qu'un seul de nos passagers a accepté de se reconnaître comme tel et de nous parler de ce qu'il vit. Pour étoffer notre dossier, nous avons rencontré une autre personne en dehors du cercle du Bateau. Ces deux témoignages montrent une appréciation de leur situation par les intéressés très dissemblables. Le premier émane d'un Colombien engagé dans la lutte des «sans papiers» avec une vision politique de son statut, le second d'un Tunisien qui cherche encore sa voie avec la seule conviction de vouloir vivre en Suisse. Nous ne savons pas s'ils sont représentatifs des clandestins qui vivent à Genève. Nous sommes bien convaincus que chaque immigré que nous aurions pu rencontrer aurait pu nous raconter une histoire différente ou nous parler de motivations très diverses. Notre but n'étant pas d'être exhaustif sur le sujet, nous espérons toutefois que notre dossier saura éveiller l'intérêt de celles et ceux qui nous lisent. En complément, MM. Ismail Türker et Daniel Dind, responsables de l'émigration au SIT (Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs) nous donnent leur éclairage de la situation des «sans papiers» en Suisse. Leur vision est très engagée dans la défense des travailleurs immigrés et pourra

peut-être interroger un certain nombre d'amis du Bateau. Les clandestins étant, par définition, des sans droits, donc des «sans voix», il nous a semblé important de donner la parole à leurs défenseurs. Pour sa part, notre président, M. Jacques Foex, qui a présidé il y a quelques années la commission de préavis pour les candidats à l'asile, pousse un coup de gueule vibrant d'indignation contre un autre aspect de l'immigration clandestine : le développement de réseaux mafieux de passeurs dans les pays d'origine des immigrés. Il y est d'autant plus sensible qu'il va régulièrement en Afrique où il participe, avec la commune de Vandœuvre, à un projet d'aide humanitaire.

FAUTE de place, nous ne pouvons éditer un extrait de notre rapport d'activité de l'an écoulé, comme il nous est souvent arrivé de le faire dans notre numéro d'avril. Ce rapport peut toutefois être obtenu sur simple appel ou par courrier à notre secrétariat. Dans ce rapport, outre toutes les informations sur nos activités, nous avons mis l'accent sur les travaux que nous avons dû exécuter dans l'urgence au printemps (dont nous avons déjà largement rendu compte dans notre numéro d'octobre 2001) ainsi que sur nos inquiétudes portant sur le prochain déplacement du «Genève» à Ouchy pour la révision de sa carène et sur l'effectif limité de notre personnel d'encadrement. Nous ne résistons pas toutefois à l'envie de vous faire partager la conclusion de ce rapport qui exprime notre inébranlable confiance dans l'avenir du Bateau, malgré les ouragans qu'il lui arrive de devoir affronter : «Une navigation au long cours, comme celle du Genève qui dure depuis aujourd'hui vingt-sept ans, ne peut se dérouler sur un lac d'huile. Entre grains, coups de séchard ou bises force 8, notre Bateau a toujours su garder son cap : offrir un port d'attache à des êtres qui ont chaviré ou qui ont été brisés par les tempêtes de la vie. Il est bien normal que son histoire ressemble, par ses soubresauts, à celle de ses passagers. Ce n'est pas un havre de paix, mais un lieu de vie, avec ses excès, ses joies, ses peines et, parfois, de bien beaux appareillages.»

La rédaction



CLANDESTIN

Pedro :

J'existe!

Pedro est un homme d'aspect tranquille, solide, qui sait ce qu'il veut mais qui, à cause de sa situation d'étranger sans droit à Genève, ne peut pas savoir où il va. Il s'exprime très bien en français avec un fort et bel accent de «là-bas». Ce n'est pas étonnant puisqu'il vit depuis 12 ans à Genève. Dans le bistrot où nous nous sommes rencontrés, rien ne le distingue des autres clients et pourtant...

PEDRO est né en Colombie. Il a fait des études jusqu'à l'Université où il a obtenu un diplôme de technicien en électricité. En parallèle à sa vie professionnelle, il s'est engagé dans des organisations de défense du droit des personnes. En Colombie, c'est prendre de gros risques. Tant les forces du gouvernement que celles de la guérilla voient d'un mauvais œil ces organisations qui tentent de promouvoir un état de droit garant de la liberté de chaque citoyen. Pedro a reçu des menaces, sans savoir de quel bord elles émanaient. Le jour où il a reçu une couronne de fleurs, il a compris que sa vie était réellement en danger. Pour lui, une seule issue: l'exil. Pedro avait une vision de la Suisse à la «Heidi»: les montagnes, les vaches, les montres, le chocolat... S'il a choisi notre pays pour sa nouvelle vie, c'est moins

pour cette image d'Épinal que pour l'ouverture «humaine» qu'il y présentait au travers des organisations internationales, de la Croix-Rouge, etc... et il n'est pas étonnant qu'il ait privilégié Genève comme destination. La culture suisse l'intéressait également au plus haut point, notamment le fait que, dans un si petit pays, on parle trois langues. Habitant un continent où des centaines de millions de gens ne parlent que l'espagnol, il avait de la peine à comprendre comment la Suisse pouvait fonctionner et les Suisses se comprendre. Dans son choix, la prospérité économique de notre pays avait aussi son importance. Il pensait qu'une nation ouverte sur le monde et prospère pourrait lui permettre de trouver, enfin, la sécurité. Pedro a pris l'avion, en touriste, pour Genève, via Francfort. Dans cet aéroport, il a compris qu'il n'était pas simple-

ment un être humain mais qu'il portait les marques de son origine. Colombien, donc suspect d'être un trafiquant de drogue, il a subi une fouille complète, on l'a mis à nu et on lui a fait une prise de sang. A son arrivée à Genève, même scénario. Cette humiliation, la pire de sa vie, il ne peut l'accepter et en parle encore avec rage aujourd'hui. Il a d'ailleurs été à deux doigts de prendre immédiatement un vol de retour. Sa première surprise, à Genève, a été de découvrir à quel point notre ville est multiculturelle. Il s'attendait à voir de grands blonds et il croisait des gens de tous les pays du monde dans nos rues. Cela l'a conforté dans son espoir que chacun pouvait y trouver sa place. Ses premiers contacts ont toutefois été noués avec des compatriotes rencontrés dans un bus. C'est grâce à eux qu'il a pu commencer à organiser sa vie, à trouver de



petits bouts dans le nettoyage. Le barage de la langue ne lui permettait pas, comme il le souhaitait, d'élargir ses relations au-delà de son cercle sud-américain. Il a pu être admis à l'Université où il suivit la faculté de français pendant 4 ans. Sorti de son cycle avec un certificat, il a tenté de poursuivre des études dans le domaine de l'informatique mais les barrières mises à son projet se sont révélées infranchissables. Son permis d'étudiant lui étant retiré, il n'avait pas d'autre choix que de devenir clandestin. Depuis, Pedro a toujours travaillé, au noir bien entendu, payé son loyer, ses assurances et même des impôts puisqu'il a été engagé sous le nom d'une personne régularisée. Il remplit toutes les obligations d'un citoyen normal, sans en avoir aucun des droits.

PEDRO a eu le temps de réfléchir à sa situation de clandestin et à la problématique dont elle est issue. Il estime qu'il s'agit là d'une vaste hypocrisie. Les clandestins sont des travailleurs sans droits dont le système s'accommode très bien. Ils participent à la vie économique et travaillent dans des secteurs refusés par les personnes établies — dans l'entreprise de livraison où Pedro travaille, les Suisses sont rarissimes... Ils contribuent à la prospérité collective. Si une avocate, par exemple, peut consacrer du temps à son étude, c'est bien en partie parce qu'une femme de ménage «sans papiers» s'occupe des tâches de sa maison. Ces employées, ces ouvriers sont nécessaires à l'équilibre économique et social de notre société, pourquoi leur refuser d'être reconnus et protégés?

Les clandestins, pense Pedro, sont reconnus comme travailleurs, puisqu'ils sont utiles à la société par leur force de travail, mais pas comme individus. Ils

n'existent pas en tant qu'habitants ou même que consommateurs. Leur situation les force à vivre comme des rats, entre travail et maison, de peur d'être contrôlés par la police. Il ne peuvent rien construire, rien inventer. Ils ne peuvent acquiescer des biens puisqu'on risque à tout moment de tout perdre en étant expulsé. Si l'on est blessé, malade, on ne va pas à l'hôpital de peur d'être repéré. Si l'on subit un dommage, impossible de se plaindre. Pour son appartement, Pedro paie des assurances RC et ménage; il a été volé et n'a pu demander un remboursement à son assurance puisqu'il aurait fallu aller déposer une plainte à la police! Paradoxalement, les clandestins sont forcés d'être parfaitement «en règle», de ne commettre aucun impair. On pourrait presque dire qu'ils sont encore plus Suisses que les Suisses... et qu'ainsi leur assimilation ne devrait pas poser de problème. Pour ceux qui désirent vraiment faire leur vie dans notre pays, la nécessité de se cacher, de rester en dehors de toute activité sociale ou culturelle, de ne compter pour rien dans notre société, est intolérable.

Pedro a décidé de se battre pour affirmer sa dignité d'homme. Il a rejoint le mouvement des «sans papiers» à Genève, dont il est l'un des fers de lance. Ses idées, il veut les faire avancer, le plus possible, dans la légalité et sans violence. Il est convaincu qu'une régularisation ne pourrait qu'être profitable au pays qui l'a, malgré tout, accueilli. Il aime Genève et, contrairement à ce que beaucoup pensent, trouve que ses habitants sont ouverts et tolérants. Il aspire à vivre à leur côté de plein droit, en homme libre et responsable. Il affirme et revendique son droit d'exister!

*prénom fictif

AHMED : JE VOULAIS VIVRE MIEUX

Ahmed est un grand jeune homme, élégant, au regard à la fois vif et profond. Sur le Bateau, où nous le rencontrons souvent, il est apprécié par tout le monde, tant pour sa gentillesse, sa grande politesse, que par les plats de son pays qu'il prépare parfois pour nos repas de midi. On le sent toutefois toujours sur le qui-vive. Bien accepté par tous, il ne peut pas, malgré tout, être tout à fait à l'aise parmi nous. Quand on est clandestin, on ne peut pas vraiment se laisser aller...

AHMED est né en Tunisie il y a un peu plus de trente ans. Il a connu une enfance sans histoire, au sein d'une famille unie. Il a suivi ses écoles sans problème, puis a passé son bac en Syrie où il était à vivre pendant une année. A son retour en Tunisie, il n'a pu entrer à l'université car son diplôme syrien n'était pas reconnu dans son pays. Par un ami habitant Fribourg, il a appris qu'il aurait peut-être l'opportunité de poursuivre ses études en Suisse. Il a en effet pu s'inscrire à l'université de Genève, en faculté de langue et civilisation française, dont il a suivi des cours de 1990 à 1993. N'ayant pas réussi un examen, il n'a pu poursuivre ses études et est rentré au pays.

Il a trouvé que le climat politique avait changé et ne s'est plus senti en sécurité. La police était omniprésente et la justice intouchable. Les rapports entre les gens étaient très tendus et on pouvait craindre, si par exemple on lui a mis hors de cause et de se faire agresser dans la rue. Il a purgé neuf mois de prison, sans jugement, sans comprendre pourquoi. C'est l'arrestation d'une autre personne qui l'a mis hors de cause et qui a permis sa libération. Portant le même nom que deux cousins, condamnés pour activisme politique à 60 et 86 ans (!) de prison, il s'est souvent trouvé en butte à des tracasseries policières.

Dès sa sortie de prison, Ahmed a souhaité retourner en Europe, bien qu'il ait un travail en Tunisie. Son passeport lui ayant été retiré lors de son arrestation, il lui a fallu 5 ans pour obtenir un visa pour l'espace Schengen. Il a pu se rendre en Autriche où un ami pouvait se porter garant de lui. Il ne s'y est pas plu, d'une part à cause de l'obstacle de la langue, mais surtout car il ressentait une hostilité des Viennois à l'égard des arabes. Il a voyagé dans plusieurs pays d'Europe: France, Belgique, pays de l'Est, sans trouver un port d'attache. Il a finalement décidé, en 1999, de revenir à Genève. L'endroit où il s'était senti le mieux.

Depuis, il se débrouille. Il fait de petits boulots, fréquente des lieux sociaux d'accueil, donne des coups de main ici ou là. Il se contente de très peu, acceptant de vivre chichement car, ici, il se sent respecté et apprécié. Il vit au jour le jour avec pour philosophie cet axiome: «quand la vie est cool, il faut être cool avec». Même avec la police, il n'a jamais connu de problème, bien qu'il se soit fait contrôler une bonne quinzaine de fois. Etant très respectueux avec tout le monde, il est respecté lui-même.

Témoignages recueillis par
Jean-Pierre Baillif

*prénom fictif

PROGRAMME D'ÉTÉ SUR LE «GENÈVE»

VENDREDI 7 JUIN

SOIRÉE «CLAIR DE LUNE»

Lancement de la saison d'été précédée de l'inauguration de l'immatriculation du «Genève»

VENDREDI 14 JUIN

SOIRÉE «CLAIR DE LUNE»

VENDREDI 21 JUIN

SAMEDI 22 JUIN

FÊTE DE LA MUSIQUE

Festival «voix de femme» avec 6 groupes ou artistes féminins.

Vendredi:

Azania – Hirsute – Emma Combo.

Samedi:

Florence Chitacumbi – Luci belle – Valérie Lou (ci-dessous).



DU 2-3 AU 9-10 AOÛT

FÊTES DE GENÈVE

Soirées dansantes – feux d'artifices le samedi 10 août

DU 16 AOÛT AU 25 AOÛT

FESTIVAL OVERGROUND

En collaboration avec le restaurant *Le Comptoir*.

- Concerts «découvertes» avec de nombreux groupes et musiciens.
- Restaurant asiatique ouvert tous les soirs, sauf le lundi.

DIMANCHE 1^{er} SEPTEMBRE

BROCANTE – VIDE-GRENIER

Ouverte aux habitants des Eaux-Vives et aux lecteurs du *Journal de Bard*.

Inscriptions et renseignements:
022 786 43 45



IMAGE DU DERNIER WEEK-END

DE SKI AUX CROSETS

Devant le chalet. Au centre, notre nouvelle collègue, Micheline Dussetier

LES «SANS PAPIERS»: FAIRE BARRAGE À TOUTES LES HYPOCRISIES

Ismail Türker et Daniel Dind

Responsables de l'émigration au SIT

NOTRE jugement est d'emblée sans appel: les «sans papiers» sont le produit de la politique d'immigration – ou plutôt de la non-politique d'immigration – de la Suisse. Cette non-politique est fondée, dès les années septante, sur la logique des contingents propres à notre pays, sur la mise en place d'un éventail de statuts précaires: elle est également définie en fonction des pressions constantes de la part des milieux xénophobes et nationalistes sur les autorités fédérales... En cela, la problématique des «sans papiers» en Suisse est atypique et remonte à plus loin dans le temps que dans les autres pays européens, puisqu'elle surgit dès 1970 en tant qu'excroissance du statut des saisonniers et de la politique dite de contingentement. Dès cette époque, la problématique de l'immigration a été abordée par les autorités de façon idéologique. Elle a été jetée en pâture aux milieux nationalistes et traitée en termes passionnels et subjectifs, pour donner naissance à une sorte de politique de l'autruche, soit: distorsion permanente entre la réalité du marché de l'emploi et le nombre de permis octroyés, entre un discours abstrait, dominé par l'arbitraire des contingents, et les besoins concrets de l'économie. Les «sans papiers» d'il y a trente ans, pure invention helvétique, existaient, nous côtoyaient,

dans une sorte d'hypocrisie érigée en système au vu et au su de tout le monde: des autorités fédérales comme cantonales, des patrons comme des syndicats, des partis de gauche comme ceux de droite, de la population des villes comme celle des campagnes...

Rappel: 115'000 permis saisonniers étaient insuffisants pour satisfaire la demande liée à une période de quasi-chauffe économique – c'est également durant ces années que la main-d'œuvre indigène commence à diminuer fortement dans certains secteurs de travail – des dizaines de milliers d'immigrés se sont vus contraints de travailler sans aucun statut, dans l'attente de pouvoir obtenir le permis enfin laissé libre par un saisonnier «statutaire» ayant enfin eu la chance d'accéder à un permis annuel. De plus, étant donné que le statut de saisonnier ne donnait pas droit au regroupement familial, de très nombreuses femmes immigrées, avec ou sans enfants, sont venues en Suisse avec leurs maris, de façon clandestine. Sans papiers, elles se sont mises à travailler dans les secteurs les plus précaires: essentiellement dans l'économie domestique et dans l'hôtellerie.

Les conditions inhumaines dans lesquelles vivaient ces personnes trouvaient cependant, en général, une issue favorable à un moment donné, dans une fourchette de quatre à dix ans, par l'obtention

d'un permis B annuel autorisant le regroupement familial. Ce parcours du combattant, véritable période de purgatoire, bien qu'indmissible, n'est même plus possible aujourd'hui (depuis 1992) de par l'invention par Berne de sa fameuse politique des trois cercles: refus depuis cette époque d'octroyer un permis de travail et de séjour à toute personne immigrée en provenance des pays non membres de l'union européenne, mais acceptation, comble de l'hypocrisie, de leur présence sans papiers sur le sol suisse, pour les laisser occuper les emplois les plus précaires boudés par les autres travailleurs-euses tant les conditions de travail y sont mauvaises. C'est ainsi qu'est née, au début des années nonante, la nouvelle génération des «sans papiers» dans notre pays. D'ailleurs les deux interviews qui paraissent dans ce journal confirment nos affirmations mais démontrent aussi la diversité des «sans papiers» et leur provenance, ainsi que leurs raisons.

En définitive, il s'agit d'un combat pour la dignité de toutes et de tous

D'aucun pourrait encore se demander, à la lecture d'un tel document, pourquoi notre syndicat attache une si grande importance à un aspect somme toute (encore) relativement marginal du monde du

travail. Bien que peut-être marginal en terme quantitatif, cette problématique des «sans papiers» a, au contraire fondamentale et centrale pour nous. Tant que notre société secrètera des pans entiers de précarité, hors de toute responsabilité, et partant de contrôle de l'Etat, nous aurons raison de nous révolter et de nous battre. Il ne s'agit pas seulement, et de loin, de besoins et de politique économique, mais bien de morale et de dignité. Une société d'aisance telle que la nôtre ne peut autoriser d'aucune manière un tel esclavagisme en son sein.

La régularisation collective des «sans papiers» n'est une question ni de charité, ni d'un acte paternaliste d'autorisation de séjour. Elle procède d'un droit fondamental: il n'y a pas d'autre voie pour que cesse la précarisation et l'hypocrisie. Mettre fin à une telle hypocrisie passe par des réponses pragmatiques et de bon sens: la politique discriminatoire des contingents arbitraires et idéologiques étant celle qui produit les «sans papiers», c'est en mettant fin à une telle politique que sera mis fin, une fois pour toutes, à l'esclavagisme. Il en va de notre dignité de citoyens-nes, de travailleurs-euses, de syndicat!

En défendant de la sorte, de façon offensive, les travailleurs «sans papiers», comme il le fit précédemment pour les saisonniers, notre syndicat défend les

conditions de travail de l'ensemble des travailleurs-euses qu'ils soient suisses, immigrés ou réfugiés... ou «sans papiers». De ce fait, nous participons à une lutte plus globale contre toutes les tentatives, ouvertes ou sournoises, de divisions et de discriminations, de racisme. S'impose ici la nécessité d'un dépassement des clivages traditionnels entre gauche et droite et entre Etat et société civile. Se cacher derrière ces pseudo divisions historiques ne pourra être considéré, en définitive, que comme de la lâcheté. Une telle lutte s'inscrit dans notre combat plus large en faveur des droits humains; nous en faisons une affaire de principe et de priorité indiscutable. Dans ce sens, notre apport au mouvement de lutte des sans papiers» est de contribuer à son élargissement, en nous appuyant sur les «sans papiers» eux-mêmes, sur leur capacité à se mobiliser, à s'unir et à générer des solidarités concrètes avec l'ensemble des travailleurs-euses, avec la population plurielle de ce pays. Un défi historique pour l'ensemble du mouvement syndical et des forces vives de toute la société!

FRÈRES HUMAINS...

CETTE inquiétude latente contre les réfugiés, les «sans papiers» ne cesse de faire la une de nos journaux et de ceux des pays proches, de nourrir les prises de position d'hommes politiques, de défenseurs des minorités, avec l'organisation de manifestations ou de grèves de la faim. Mon propos ne sera pas de départager les uns et les autres, ni de trier le vrai du faux, pour ne parvenir finalement qu'à ne pas pouvoir clarifier un état de fait qui nous est imposé par des mécanismes d'ordres social et économique sur lesquels nous n'avons guère d'emprise.

Ce que je veux souligner, tel que je l'ai connu il y a quelques années comme membre de la commission dite des Sages, c'est que notre monde occidental est

certainement vu comme un Eldorado qui nourrit les chimères les plus idylliques de ces populations qui, dans le vaste monde, ne connaissent que pauvreté, adversité et oppression.

Rien n'est plus abominable, plus abject, que l'exploitation de l'homme par l'homme. Sa forme la plus cruelle fut, nous le savons, l'esclavage qui ne fut, en fait, jamais extirpé et qui, de nos jours, prend de nouveaux aspects: enfants achetés pour être livrés au commerce du sexe, jeunes femmes flouées, enlevées, séquestrées pour être jetées dans la débauche, promesses éhontées d'une nouvelle vie faites à des gens qui ne connaissent que misère, sous-développement, chômage endémique. Un paradis leur est promis, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes. De cette façon naît la filière mafieuse, tentaculaire, aux ramifications en constantes formations. Ces réseaux exploitent les pauvres, les bernés, ces proies faciles qui, dans un fol espoir, vont tout vendre; maigre cheptel, bijoux traditionnels,

quelques hardes... pour partir, quitter le sol natal – comme on largue les amarres, pour se déraciner – comme on arrache une plante – et pour aller où? Pour aller finalement et bien souvent vers un point de non retour.

Ces convoys de malheur, nouveaux flibustiers, pendables mais la plupart du temps insaisissables, non contents de toucher le prix de leur odieux dessin vont encore – et cela pour se prémunir de toutes représailles – saisir les documents d'identité de leurs «clients» avec la promesse fallacieuse de les restituer une fois à bon port. À bon port!... quant les migrants ne sont pas jetés sur les rivages désertiques d'une île, ils le sont à la mer...

Comme jadis pour le commerce des articles venant d'orient qui étaient acheminés de comptoirs en comptoirs, la filière engendre de nouvelles filières, se développe au gré des lieux de passage, des cols à franchir, des mers à traverser pour finir, bien souvent, dans le fond d'un camion où plus d'un mourra d'asphyxie.

A chacune de ces crises en main, de nouveaux passagers exigèrent le prix de leur service. Celui qui ne peut le régler sera abandonné sur place quand il ne sera pas réduit au silence. Et c'est comme ça partout où l'espoir d'un pays de cocagne nourrit le cœur en peine de populations désertées. Lutter contre les filières, les démanteler, certes. Mais quand vous avez pu, et avec quelle peine, couper une des têtes de cette hydre monstrueuse, ne vous retournez pas car une nouvelle a surgi, qui vous regarde en ricanant.

Derrière le vocabulaire de candidats à l'asile, de «sans papiers», de travailleurs au noir, il y a certes de petits et gros malins qui nourrissent la colère d'aucuns. Mais il y a aussi les échoués malheureux, qui n'ont plus rien, qui vivent dans la précarité totale, dans la désolation, dans la honte qui les rongent et les détruit.

Frères humains... ayons une pensée pour eux.

Jacques Foëx

LE «GENÈVE» EN CALE SÈCHE

EN octobre prochain, le «Genève» devra se rendre aux chantiers navals de la CGN à Ouchy pour l'inspection et l'entretien de sa carène. C'est la troisième fois, depuis que le Bateau appartient à notre association, que nous vivrons une telle opération. A chaque fois, c'est une sacrée aventure, qui demande organisation, énergie et, inévitablement, moyens financiers. Il s'agit toutefois d'un mal nécessaire si nous voulons que notre Bateau perdure à travers les prochaines décennies – et pourquoi pas pour les prochains siècles – et nous envisageons cette échéance avec confiance. Nous donnerons à nos lecteurs des informations plus complètes dans notre numéro de l'automne.

